

[Text]

taxpayer, if you will, was not \$182 million, it was only the \$12 million, a good deal less than the face value.

We have not restricted ourselves to writing off just these loans. As I indicated earlier, we have written off loans to the Western Grain Stabilization Fund, so that debt overhang, which in some ways has the same impact on farmers, was removed.

You mentioned Brazil in the course of your question. Brazil is a strong country. They have a very large resource base. They have a large population base. They have some basic problems. The difficulty we and others have had in the past with Brazil is they have not been able to take advantage of the resources they have because of the policies they have been following. We are hopeful that this new government, with the pretty substantial and far-reaching policy they have introduced in the last few weeks, is prepared to face up to the problems. They know they have to face up to them.

I met the finance minister on Sunday, and she set out clearly the importance of this, not simply to please people sitting in Washington so they could get additional funds from people in Washington. That government is doing so because they know the solution to their problems lies within Brazil itself if they can follow the right policies to get their act together to take advantage of the resource base and other natural advantages they have in that country.

As between eastern Europe and the traditional recipients of aid and support from the IFIs, Mr. Clark made it quite clear yesterday that we will not take away from our traditional recipients of aid to move moneys into eastern Europe. We are strong supporters of the European Bank for Reconstruction and Development, of which we will be a shareholder. We have been a very active participant in developing the policies leading to the formulation of this bank. This is a good way of using the credit of the shareholder governments as a means of generating the support for raising capital in the financial markets and loaning those funds essentially to private-sector market-oriented investments that will be proposed in eastern Europe. That we think is a very good way of channeling new moneys to support the tremendous change that is occurring in those countries.

As far as Guyana is concerned, the policy change that Guyana introduced about a year ago I think is very important for that country. We recognize that the initial impacts of this change are difficult for that country to accommodate, to adjust to. But the government, the people we have been talking to in Guyana, know that they have to do these things if they are going to make the best use of the new moneys that will be made available to

[Translation]

imputable aux contribuables canadiens n'est donc pas de 182 millions de dollars, mais seulement de 12 millions de dollars, soit beaucoup moins que la valeur nominale.

Nous ne nous sommes pas contentés d'annuler ces prêts. Comme je l'ai dit tout à l'heure, nous avons annulé des prêts accordés au Fonds de stabilisation des grains de l'Ouest, supprimant ainsi le poids de cet endettement, ce qui, d'une certaine manière, a les mêmes conséquences pour les agriculteurs.

Vous avez mentionné le Brésil dans votre question. Le Brésil est un pays fort. C'est un pays très peuplé, qui possède énormément de ressources, mais qui éprouve aussi certains problèmes fondamentaux. La difficulté que nous-mêmes et d'autres avons éprouvé dans le passé avec le Brésil, c'est que les Brésiliens n'ont pas pu profiter de leurs ressources à cause de la politique qu'ils appliquaient. Nous espérons que le nouveau gouvernement, qui a lancé un programme d'une vaste portée ces dernières semaines, est prêt à faire face aux problèmes. Les nouveaux dirigeants savent qu'ils n'ont pas le choix, qu'ils doivent prendre le taureau par les cornes.

J'ai rencontré dimanche la ministre des Finances de ce pays. Manifestement, elle comprend l'importance des enjeux. Dans l'esprit des nouveaux dirigeants, il ne s'agit pas simplement de plaire aux financiers de Washington, afin d'obtenir davantage de fonds. Son gouvernement a décidé d'agir parce qu'il sait que la solution aux problèmes doit venir des Brésiliens eux-mêmes. Ils doivent mettre de l'ordre dans leurs affaires et suivre la politique voulue pour tirer profit des ressources de leur pays et des autres avantages naturels dont ils jouissent.

Pour ce qui est de l'Europe de l'Est et des bénéficiaires traditionnels de l'aide et de l'appui des institutions financières internationales, M. Clark a dit clairement hier que nous n'allons pas retirer de l'argent aux bénéficiaires traditionnels pour le donner aux pays d'Europe de l'Est. Nous appuyons fermement les efforts de la Banque européenne de reconstruction et de développement, dont nous sommes actionnaires. Nous avons participé activement à l'élaboration des politiques qui ont conduit à la mise sur pied de cette banque. C'est un excellent moyen d'utiliser le crédit des gouvernements participants pour trouver les appuis nécessaires et réunir des capitaux sur les marchés financiers afin d'accorder des prêts essentiellement au secteur privé à l'égard de projets que l'on mettra sur pied en Europe de l'Est pour répondre aux besoins des marchés. Nous croyons qu'il s'agit là d'un excellent moyen de canaliser des capitaux afin d'appuyer les extraordinaires changements qui se produisent dans ces pays.

En ce qui concerne la Guyane, la nouvelle orientation politique amorcée il y a un an en Guyane est à mon avis très importante pour ce pays. Nous reconnaissons que ce changement entraîne des bouleversements que ce pays aura du mal à accepter, du moins au début. Mais le gouvernement et la population de la Guyane savent qu'ils n'ont pas le choix, qu'ils doivent prendre ces mesures s'ils veulent faire un usage judicieux des fonds qui leur seront